

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UKRAINE ET L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUES RELATIF AUX PRIVILÈGES, IMMUNITÉS ET FACILITES ACCORDES A L'ORGANISATION

**LE GOUVERNEMENT DE L'UKRAINE et L'ORGANISATION DE COOPERATION
ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES**, ci-après dénommés les Parties ;

VU les dispositions de la Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques du 14 décembre 1960;

COMPTE TENU de la coopération existant entre le gouvernement de l'Ukraine et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques et de l'intérêt que présente le développement d'une coopération plus étroite;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

Article 1

Aux fins du présent Accord :

- a) le terme "gouvernement" désigne le gouvernement de l'Ukraine;
- b) le terme "Organisation" désigne l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ;
- c) le terme "fonctionnaires" désigne les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent Accord telles qu'elles sont déterminées par le Secrétaire général. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement au gouvernement ;
- d) l'expression "résidents ukrainiens" désigne le statut des citoyens de l'Ukraine, des personnes apatrides et des étrangers qui résidaient à titre permanent en Ukraine, conformément à la législation ukrainienne, immédiatement avant leur engagement par l'Organisation ;

- e) le terme "experts" désigne les personnes autres que les personnes mentionnées à l'alinéa c) du présent article, qui sont spécialement désignées par l'Organisation pour accomplir les missions officielles de l'Organisation.
- f) l'expression "locaux de l'Organisation" désigne les bâtiments ou parties de bâtiments (y compris les terrains annexes à ces bâtiments) utilisés à des fins officielles, à titre permanent ou temporaire, par l'Organisation ;
- g) l'expression "biens de l'Organisation" désigne tous les biens, y compris les fonds et avoirs, appartenant à l'Organisation ou détenus ou gérés par celle-ci ou pour son compte ;
- h) l'expression "archives de l'Organisation" désigne tous les dossiers, courriers, documents et autres matériaux, y compris les bandes magnétiques et les films, les enregistrements sonores, les logiciels informatiques et les documents écrits, les bandes et disques vidéo appartenant à l'Organisation ou détenus par elle ou pour son compte ;
- i) le terme "membres" désigne les pays ou autres entités qui sont membres de l'Organisation ;
- j) l'expression "participants non membres" désigne les pays non membres de l'Organisation ou les organisations intergouvernementales qui ont reçu de l'Organisation une invitation à participer, en qualité d'observateur ou à tout autre titre, à une réunion organisée par l'Organisation ;
- k) le terme "représentants" désigne les délégués, délégués suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations ;
- l) l'expression "réunion organisée par l'Organisation" désigne toute réunion d'un organe de l'Organisation, ainsi que toute autre réunion, conférence internationale ou colloque organisés par l'Organisation.

Article 2

L'Ukraine considère l'Organisation comme une organisation intergouvernementale. L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a la capacité de contracter, d'acquérir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers et d'ester en justice.

Article 3

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Organisation et ses biens, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'Organisation y a expressément renoncé dans un cas particulier. Une renonciation distincte doit être exigée pour toute mesure d'exécution.

2. L'immunité n'est pas accordée en cas d'action civile intentée par un tiers en réparation d'un dommage résultant d'un accident causé par un véhicule appartenant à l'Organisation ou utilisé pour son compte, si ce dommage n'est pas couvert par une assurance appropriée.

Article 4

Les biens de l'Organisation, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte administrative, judiciaire ou législative.

Article 5

1. Les locaux de l'Organisation, y compris les locaux utilisés par l'Organisation pour la durée d'une réunion organisée par l'Organisation, sont inviolables et soumis à ses seuls contrôle et autorité. Les représentants des autorités ukrainiennes ne doivent pas pénétrer dans les locaux de l'Organisation sauf s'ils y sont autorisés par le Secrétaire général ou un fonctionnaire habilité agissant en son nom. Cette autorisation peut toutefois être présumée en cas d'incendie ou d'autres urgences analogues nécessitant une intervention immédiate, sous réserve en pareil cas que les représentants des autorités ukrainiennes quittent immédiatement les locaux dès que la demande leur en est faite par le Secrétaire général ou un fonctionnaire agissant en son nom.

2. Le gouvernement doit prendre les mesures appropriées afin d'assurer la sécurité des locaux de l'Organisation. En particulier, il doit empêcher que toute personne ou tout groupe de personnes ne pénètrent sans autorisation dans les locaux ou ne causent des désordres dans leur voisinage immédiat.

Article 6

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle, sont inviolables où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur.

Article 7

Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation, ou moratoire financiers :

- a) l'Organisation peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie ;
- b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds à l'intérieur du territoire de l'Ukraine ainsi que vers ou depuis celui-ci et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie dans les mêmes conditions que celles qui sont accordées à toute organisation internationale ou à tout gouvernement étranger.

Article 8

L'Organisation et ses biens sont exonérés :

- a) de toute forme d'impôt direct ; toutefois, l'Organisation ne demandera pas l'exonération de droits et de taxes qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique ;
- b) de tous droits de douane, restrictions ou prohibitions en ce qui concerne les biens importés ou exportés pour son usage officiel ; étant entendu que les biens ainsi importés en franchise ne seront pas vendus en Ukraine, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement ;
- c) de tous droits de douane et de toutes restrictions ou prohibitions d'importation ou d'exportation à l'égard de ses publications ;
- d) l'Organisation ne demandera pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et taxes sur les ventes qui entrent dans le prix des biens mobiliers et immobiliers ; toutefois, lorsque l'Organisation fera des achats importants, à des fins officielles, de biens auxquels ces droits et taxes ont été imputés ou sont imputables, le gouvernement prendra les mesures administratives nécessaires en vue de l'exonération ou du remboursement de leur paiement.

Article 9

1. L'Organisation bénéficie, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par l'Ukraine à tout gouvernement étranger en ce qui concerne les priorités, les tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, télécopies, communications téléphoniques et autres, ainsi que sur les tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne peuvent être censurées.

2. L'Organisation bénéficie, pour ses communications officielles, du droit d'utiliser des codes et d'envoyer et de recevoir de la correspondance ainsi que d'autres papiers et documents par courrier.

Article 10

Afin de permettre à l'Organisation de s'acquitter entièrement et efficacement de ses responsabilités et de remplir ses tâches :

- a) le gouvernement assiste l'Organisation en cas de difficulté de sa part à obtenir des biens, des services et toutes facilités sur le territoire ukrainien;

- b) les services publics indispensables sont mis à la disposition de l'Organisation sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions que pour les missions diplomatiques en Ukraine.

Article 11

1. Les représentants des Membres et des participants non membres accrédités auprès de l'Organisation ou participant à une réunion organisée par celle-ci jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de l'Ukraine et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités et facilités dont jouissent normalement les agents diplomatiques de rang comparable.

2. Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux représentants des membres et des participants non membres, non à leur avantage personnel, mais pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un membre ou un participant non membre a non seulement le droit, mais le devoir, de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, de l'avis du membre ou du participant non membre, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter atteinte aux fins pour lesquelles cette immunité a été accordée.

Article 12

1. Les fonctionnaires de l'Organisation :

- a) jouissent de l'immunité d'arrestation et de détention pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle et de saisie de leurs bagages ;
- b) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, à l'exclusion de la responsabilité civile en cas de dommage résultant d'un accident de la circulation causé par eux ; ils continuent à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions en tant que fonctionnaires de l'Organisation ;
- c) sont exonérés de tout type d'impôt direct sur les salaires, émoluments et indemnités qui leur sont versés par l'Organisation ;
- d) ne sont pas soumis, non plus que leur conjoint et les membres de leur famille, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers ;
- e) sont exemptés du service militaire national ;
- f) jouissent, ainsi que leur conjoint et les membres de leur famille, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques en période de crise internationale ;
- g) ont le droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets, à l'occasion de leur première prise de fonctions en Ukraine;

- h) jouissent, en matière de change et de devises, des mêmes privilèges que les agents diplomatiques de rang comparable ;
- i) sont exemptés de toute obligation de dépôt de garantie pour les biens admis temporairement en Ukraine ;
- j) bénéficient du droit, pour les communications avec l'Organisation, d'utiliser des codes et d'envoyer et de recevoir de la correspondance ainsi que des papiers et des documents par courrier.

2. Les dispositions du paragraphe 1 c), d), e), f), g), h) et i) ne sont pas applicables aux fonctionnaires ayant le statut de résidents ukrainiens.

Article 13

Outre les privilèges, immunités et facilités mentionnés à l'article 12, le Secrétaire général de l'Organisation, son conjoint et ses enfants âgés de moins de 18 ans, jouissent des privilèges, immunités et avantages accordés aux chefs de missions diplomatiques accrédités en Ukraine. Les Secrétaires généraux adjoints et suppléants, leurs conjoints et leurs enfants âgés de moins de 18 ans, jouissent des privilèges, immunités et facilités accordés aux agents diplomatiques de rang comparable en Ukraine.

Article 14

1. Les experts (autres que les fonctionnaires) en mission pour l'Organisation jouissent, en territoire ukrainien, pendant la durée de cette mission, y compris le temps des voyages liés aux missions, des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour qu'ils puissent exercer leurs fonctions en toute indépendance, notamment :

- a) de l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages ;
- b) de l'immunité de juridiction pour leurs discours ou écrits et pour tous les actes accomplis par eux au cours de leur mission, à l'exclusion de la responsabilité civile en cas de dommage résultant d'un accident de la circulation causé par eux ; ils continuent à bénéficier de cette immunité après la fin de leur mission ;
- c) de l'inviolabilité de tous papiers et documents ;
- d) du droit, pour communiquer avec l'Organisation, d'utiliser des codes et d'envoyer et de recevoir de la correspondance ainsi que d'autres papiers et documents par courrier ;
- e) des mêmes facilités, en matière de change et de devises, que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire ;

f) de l'exemption de toute obligation de dépôt de garantie pour les biens admis temporairement en Ukraine.

2. Les dispositions du paragraphe 1 e) et f) ne sont pas applicables aux experts ayant le statut de résidents ukrainiens.

Article 15

1. Les privilèges, immunités et avantages sont accordés aux fonctionnaires et aux experts dans l'intérêt de l'Organisation et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général de l'Organisation a le droit et le devoir de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire ou à un expert dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

2. A l'égard du Secrétaire général et des Secrétaires généraux adjoints et suppléants de l'Organisation, le Conseil de l'Organisation a qualité pour prononcer la levée des immunités.

Article 16

Le gouvernement prend toutes mesures nécessaires pour faciliter l'entrée, le séjour et la liberté de circulation en Ukraine, ainsi que la sortie de son territoire, des représentants des Membres et des participants non membres, des fonctionnaires et experts de l'Organisation ou de toute autre personne invitée par l'Organisation dans un but officiel.

Article 17

L'Organisation collabore en tout temps avec le gouvernement pour faciliter la bonne administration de la justice et éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités mentionnés dans le présent Accord.

Article 18

1. Le présent Accord doit être interprété et appliqué à la lumière de son objectif premier qui est de permettre à l'Organisation de s'acquitter entièrement et efficacement de ses responsabilités et de ses tâches.

2. Au cas où le gouvernement accorderait des privilèges, exemptions et immunités plus favorables à une organisation internationale analogue, il accordera le même traitement à l'Organisation.

Article 19

1. Les Parties s'efforcent de régler tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord par voie de négociation ou par tout autre moyen convenu d'un commun accord.

2. Si le différend n'est pas réglé conformément au paragraphe 1 de cet article dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle l'une ou l'autre des Parties demande son règlement, il est soumis à arbitrage à la demande de l'une ou l'autre Partie.

3. Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres. Chaque Partie en choisit un et le troisième, qui sera le Président du tribunal, est choisi conjointement par les Parties. Si le tribunal n'est pas constitué dans un délai de trois mois à compter de la demande d'arbitrage, les arbitres non encore désignés sont nommés par le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage à la demande de l'une ou l'autre Partie.

4. Le tribunal applique les principes et règles du droit international ; la sentence est définitive et obligatoire pour les Parties.

Article 20

Le présent Accord entre en vigueur à la date à laquelle le gouvernement informe l'Organisation de l'accomplissement des formalités constitutionnelles nécessaires à son entrée en vigueur.

Article 21

1. Le présent Accord s'applique pour une durée de cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord reste en vigueur et peut être prorogé par tacite reconduction pour des périodes successives de cinq ans sauf décision contraire de l'une des Parties notifiée à l'autre par écrit au plus tard six mois avant l'expiration de la période de cinq ans en cours.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'une ou l'autre Partie peut mettre fin à tout moment à l'Accord par notification écrite, avec un préavis d'au moins un an.

Article 22

Le présent Accord s'applique à titre provisoire dès la date de sa signature, et en attendant son entrée en vigueur, conformément aux lois de l'Ukraine.

Article 23

Les Parties contractantes peuvent conclure tous accords additionnels qui peuvent être nécessaires dans le cadre du présent Accord.

FAIT à Paris le 19 décembre 1997, en deux exemplaires, en anglais et en français. En cas de divergence, le texte anglais fait foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE L'UKRAINE:

Roman SHPEK
Président
Agence nationale d'Ukraine
Pour la reconstruction et le développement

**POUR L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUES :**

Donald J. JOHNSTON
Secrétaire général